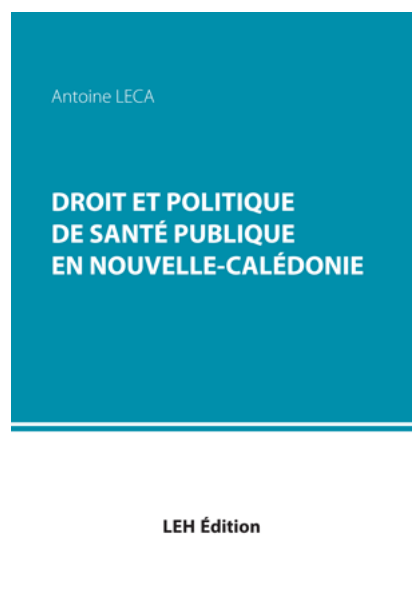




DROIT ET POLITIQUE DE SANTÉ PUBLIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE



Éditeur : LEH Édition

www.leh.fr

Collection : Ouvrages généraux

Parution : avril 2019

Format : 160 x 240 mm

220 pages

ISBN : 978-2-84874-818-4

Prix : 45 € TTC

Pour commander :

www.leh.fr ou info@leh.fr ou tél. 05 56 98 85 79.

Auteur

Antoine Leca

Présentation

Cet ouvrage reprend largement *Le droit médical en Nouvelle-Calédonie* (2005), codirigé naguère par Antoine Leca. Mais il actualise la matière et il élargit la focale à tout le droit de la santé et aux politiques publiques suivies en la matière.

Si la compétence sanitaire de la Nouvelle-Calédonie a déjà soixante ans d'âge, force est de constater que celle-ci en a longtemps peu usé et qu'elle a « collé » autant que possible au droit métropolitain du milieu du XXe siècle, pour des raisons juridiques, mais aussi culturelles. Le développement du droit local n'a vraiment débuté qu'à la fin du XXe siècle, avec les nouveaux instruments (en particulier la loi du pays) offerts, après les événements des années 80 par la loi statutaire de 1999, pour remédier à la géographie, à la démographie et à l'économie particulière de cette collectivité.

Certes les inégalités territoriales entre le Grand Nouméa suréquipé et la Brousse, les déserts médicaux et même sanitaires qu'on rencontre sur la côte-est et dans les îles, ont amené d'intéressants partages de compétences, qui ont élargi le périmètre des soins paramédicaux et ont fait reconnaître le droit des pharmaciens à pratiquer certaines vaccinations, qui peinent à s'imposer en France métropolitaine. L'évolution des comptes de la CAFAT a conduit à prendre des mesures originales et inédites par rapport au modèle français comme le conventionnement sélectif.

Mais grande est la crainte des responsables de s'écarter des standards et des normes du droit métropolitain,



comme si la place de la Nouvelle-Calédonie était en Europe. La Nouvelle-Calédonie a besoin de bâtir un édifice original qui lui ressemble : il faut qu'elle abandonne les « copier-coller », ainsi que la référence et la révérence à un droit métropolitain qui ne correspond pas vraiment aux réalités locales.

Adresse de livraison

Nom, Prénom _____
 Établissement _____
 Fonction _____
 Adresse _____

 CP _____ Ville _____
 Tél. _____ Fax _____
 E-mail _____

Adresse de facturation

Nom, Prénom _____
 Établissement _____
 Fonction _____
 Adresse _____

 CP _____ Ville _____
 Tél. _____ Fax _____
 E-mail _____

Je souhaite m'inscrire à la lettre d'information et la recevoir gratuitement par mail (merci de renseigner votre adresse mail dans le champ ci-dessus).

Oui, je souhaite commander <i>indiquez la référence ISBN ou le titre de chaque ouvrage</i>	Prix unitaire	Qté	Montant

Mode de règlement

- par chèque à l'ordre de LEH
- par virement administratif
- paiement à réception de la facture
- CB commande et paiement en ligne sur www.leh.fr

Date: _____

Signature: _____

Cachet: _____

**Frais de port, pour 1 livre: 7,18 €
 pour 2 à 10 livres: 12,53 €
 au-delà: nous consulter**

**Frais de port
 (tarifs France
 Métropole)**

TOTAL	
--------------	--

Retrouvez l'ensemble de nos ouvrages et revues sur www.leh.fr



Virements administratifs acceptés, facture détaillée en 3 exemplaires fournie sur simple demande. Le bon de commande, dûment complété, est à retourner par télécopie ou par courrier à l'adresse suivante:

LEH Édition • 253-255, cours du Maréchal-Gallieni • 33000 Bordeaux
Téléphone 05 56 98 85 79 • Télécopie 05 56 96 88 79 • info@leh.fr • www.leh.fr